



## BREVES DE COPENHAGUE

---

15 décembre 2009

*Par Marie Chéron*

*Chargée de mission – 4D*

**Observateur attentif des négociations sur le climat depuis les années 90, 4D est présent à Copenhague** avec Pierre Radanne, Président, Jean-Pierre Piéchaud, Vice-président, Joseph Racapé, administrateur, Marie Chéron et plusieurs de ses partenaires : **le réseau Action Climat, Coordination Sud, le CRID.**

Retrouvez toutes les informations sur le site Internet de l'association :

[http://www.association4d.org/article.php3?id\\_article=580](http://www.association4d.org/article.php3?id_article=580)

### *La société civile voit son droit d'accès au Bella Center restreint*

L'esprit de Rio a pris un coup dans l'aile

Lundi, le secrétariat de la Convention Climat a annoncé que l'accès au Bella Center où se déroule la conférence était restreint à partir de mardi, puis serait limité à 1000 représentants jeudi et à 90 droits d'entrée seulement vendredi... Ce qui est, disons le, plus que limité. Rappel: environ 47 000 accréditations ont été données. Le Bella Center se refuse d'admettre en son sein plus de 15 000 personnes, et cela pour des raisons de sécurité. Si la première semaine s'est déroulé sans encombre, hormis quelques files d'attentes matinales, dès lundi matin, il fallait attendre plusieurs heures pour accéder au centre, et ce dans le froid, puisque la température a chuté. Certains, en attente de leur accréditation, ont attendu jusqu'à 9h dans le froid... Aujourd'hui mardi, il neige à Copenhague...



L'afflux de participants était prévu. Et ce depuis longtemps. Copenhague serait-il victime de son succès?

Il y a beaucoup de monde, certes. Il n'y a pas trop de monde. Et surtout, les ONG ne sont pas de trop dans cette conférence. Elles jouent, et cela depuis toujours un rôle essentiel dans les négociations. La société civile doit pouvoir suivre la conférence.

Les dispositions n'ont pas été prises pour que cela soit possible.

Qu'est devenu l'article 10 de la Convention de Rio qui est censé garantir la participation de la société civile aux processus de négociations internationaux sur l'environnement? L'esprit de Rio a pris un coup dans l'aile.

### Construire une mobilisation sur la durée



"The social movements have the power to save the planet from the effects of climate change. My message to you is to continue the process of movement building after the conference," a déclaré le Président des Maldives.

La suite sur le site du Klima Forum :

<http://www.klimaforum09.org/People-not-Politicians-can-save>

La déclaration du Klima Forum :

[http://www.association4d.org/article.php3?id\\_article=580](http://www.association4d.org/article.php3?id_article=580)

### Les ambitions, les déclarations... la confusion

Mardi, la France et l'Ethiopie ont appelé à ce qu'un accord ambitieux soit adopté à Copenhague. L'appel lancé par Messieurs Zenawi, Premier Ministre de la République d'Ethiopie, et Sarkozy porte notamment sur les financements, à court terme, ("fast start") et à long terme.

Pour la première période, 40 % des fonds alloués à l'adaptation et à l'atténuation dans les PED le seront en direction de l'Afrique. 20% seraient dédié à la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts. Le "plan justice climat" vise à permettre aux pays les plus vulnérables de faire face aux changements climatiques.

Pour soutenir les besoins de financement sur le long terme, l'accord France Ethiopie annonce la mise en oeuvre de mécanismes innovants, et notamment souhaite s'appuyer entre autres sur une taxe sur les transactions financières internationales.

Au delà des chiffres, les moyens ne sont pas spécifiés. Cette déclaration conjointe, axée notamment sur les financements, semble vouloir jeter un pont entre le Nord et le Sud.

Une intention qui pourrait être louable dans un contexte d'intense crispation Nord Sud. Sauf que cette déclaration n'entre pas en parfaite résonance avec les positions de l'Europe et du Groupe Afrique : elle vient ainsi s'ajouter aux multiples déclarations existantes, aux positions des groupes de pays qui ont déjà du mal à s'accorder dans la négociation. Simple déclaration d'intention, ou engagement "sérieux"? Les pays les plus vulnérables ne se satisferont pas de chiffres, ils demandent des garanties réelles.

Une Organisation mondiale de l'environnement est-elle à même d'apporter les garanties nécessaires, pour une réelle cohérence des relations internationales ? Rien n'est moins sûr. Si une réforme de l'ONU est nécessaire, l'OME viendrait se rajouter à un système de gouvernance international basé sur une architecture déjà complexe. L'ambition des annonces ne suffit pas à apporter des solutions.

Voir le Communiqué du RAC : [http://www.rac-f.org/article.php3?id\\_article=1594](http://www.rac-f.org/article.php3?id_article=1594)

